

Rapport secret de Johannes Linthorst Homan à Jean Rey (19 septembre 1969)

Légende: Le 19 septembre 1969, Johannes Linthorst Homan, qui dirige le bureau londonien de la Représentation permanente de la Commission européenne, adresse à Jean Rey, président de la Commission européenne, un rapport confidentiel qui décrit l'attitude de la presse et des milieux politiques britanniques au sujet d'une éventuelle adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes.

Source: Archives historiques des Communautés européennes, Florence, Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP. Edoardo Martino, EM. EM 175.

Copyright: (c) Archives Historiques de l'Union européenne-Florence

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/rapport_secret_de_johannes_linthorst_homan_a_jean_rey_19_septembre_1969-fr-818891a1-144f-4d04-91f1-e0a870a42f2e.html

Date de dernière mise à jour: 13/09/2013

Le 19 septembre 1969

Secret

Son Excellence Monsieur Jean Rey,
Président de la Commission des
Communautés Européennes,
Bruxelles

RAPPORT no. 773

Après leur retour de vacances j'ai visité les principaux fonctionnaires du "Foreign and Commonwealth Office", pour voir quelle est l'atmosphère.

Sir Con O'NEILL, très heureux de se trouver dans son vieil entourage et de pouvoir reprendre contact avec les milieux européens qu'il connaît si bien, était curieux de connaître l'opinion de la Commission dès sa publication. Pour sa part il n'était pas choqué par les maintes publications au Royaume-Uni contre l'entrée du pays dans les Communautés. Ces publications, les lettres dans le "Times" chaque matin, les motions d'ordre négatives préparées par des branches locales des trois partis politiques, le remous dans le "Trades Union Conference", tout ceci ne le frappait pas comme dangereux, car il est tout à fait naturel qu'à l'approche de grandes décisions les deux côtés, les "pour" et les "contre", se préparent au combat. Le Gouvernement de toute façon reste calme et convaincu.

Mes autres contacts ont exprimé des opinions semblables.

Un homme politique à l'extérieur du gouvernement, me disait que tout ceci est d'autant plus naturel que les "pro-marketeters" attendent la lecture de l'opinion de la Commission, et les "anti-marketeters", pendant de longues années se contentant des attaques du Général de Gaulle dont la position personnelle et comme Chef d'Etat d'un pays-membre était sa force et les discours sur les Communautés dans leur côté "supranational" si durs, devraient maintenant, après son départ, formuler leurs propres attaques. La phase actuelle de critiques sur les Communautés devrait donc être regardée comme nécessaire aux yeux des "anti-marketeters".

Beaucoup de mes interlocuteurs des derniers jours étaient de l'avis de l'"Economist" du 13 septembre où il était écrit que les attaques viennent de trois côtés. D'abord il y a l'aile gauche "intellectuelle", toujours contre des liens trop forts avec le continent, et maintenant raisonnant surtout avec des arguments concernant le domaine financier et fiscal. Puis l'aile droite "émotionnelle" avec son nationalisme et sa xénophobie. Ensuite les indécis du milieu, sous l'impression des chiffres. L'auteur de cet article, apparemment un "Européen" convaincu, espérait que le "leadership" des attaques contre la CEE tomberait entre les mains des extrémistes, car le pays n'aime pas les extrémistes.

D'autre part il y a eu un grand nombre de gens qui sont de l'opinion que l'attaque de Enoch POWELL dans "The Times" du 6 septembre, vraie volte-face d'un ancien ministre du Gouvernement conservateur de 1961, n'était pas tellement importante comme argumentation, mais très importante comme indication que ce vieux roué qui cherche une position personnelle depuis le moment où M. HEATH l'a chassé du "Shadow Cabinet" à cause de son attitude "raciste" contre les immigrants de couleur, a l'intuition que d'être contre la CEE est devenu un bon moyen d'être populaire. "He sniffed the air". Quand Enoch POWELL prend position sur un problème, on peut être sûr qu'il sent dans quelle direction les émotions de la population se déplacent.

Je n'ai presque pas rencontré d'experts de la scène politique qui ne mentionnaient pas la difficulté des "leaders" des trois partis, qui, tous les trois, MM WILSON, HEATH et THORPE, sont très en faveur de l'entrée du pays dans les Communautés. Leur difficulté est que, dès qu'ils se prononceraient d'une façon trop positive, leurs adversaires renforceraient leurs attaques, non pas seulement dans le domaine européen, mais personnelles. Ce qui, à la veille des grands congrès annuels des trois partis, pourrait devenir pénible. C'est pourquoi pendant l'été, tandis que M. THORPE restait très ferme dans le ton, MM WILSON et HEATH ont pris un ton un peu, je dirais "distancié", convaincu mais prudent.

Parmi les arguments des adversaires je n'ai pas trouvé grand chose à signaler depuis les derniers rapports de la Délégation. L'excellent aperçu de notre Bureau de Presse et d'Information du 5 septembre a été, sur ma demande, distribué aux Membres de la Commission: il donne une bonne idée de l'usage fait par la publicité des chiffres de la politique agricole de la CEE, un des plus forts arguments des "anti-marketeers". Puis il y a, comme toujours - et comme, du reste, dans les années 1950-1957, dans nos propres pays - l'argument de la "souveraineté", de la législation et des décisions supranationales, etc. Dans les milieux syndicalistes il y a une certaine peur de la libre circulation des travailleurs. Sur le problème, en discussion fervente ici, du "salaire égal pour travail égal" entre femmes et hommes, les arguments sont divergents, en ligne avec les optimismes et les pessimismes.

Ces derniers jours on a pu noter un certain mouvement vers l'organisation de tous les "anti-marketeers" en un ensemble, comme l'organisation "Britain in Europe" se fait le porte-parole des "pro-marketeers". J'ai envoyé aux Membres de la Commission le numéro de ce mois de la publication "Into Europe".

Hier les congrès annuels des partis ont commencé par celui du Congrès libéral. La Délégation tiendra la Commission au courant des discussions les plus importantes et des résolutions et de leur vote. Déjà il est clair que la tendance "contre" se combattrà dans tous les trois partis, avec véhémence.

Tout le monde est conscient de deux faits:

D'abord ce combat est démocratiquement normal.

Ensuite, ce combat peut devenir dangereux en ce sens que, sur le Continent, ceux en faveur de l'élargissement des Communautés seront frappés par la véhémence, et potentiellement par la quantité des "contre", et ceux qui sont eux-mêmes contre, auront l'argument que le Royaume-Uni lui-même n'est pas suffisamment convaincu.

En somme, les nuances vont en se prononçant, le tableau devient plus marqué dans ses contours, la plupart des Britanniques maintiennent leur phlegme naturel, mais à la Délégation il y a eu quelques visites de journalistes qui venaient chercher de nouveaux arguments "pour".

Personnellement je ne change pas mon attitude que j'ai mentionnée dans des Rapports antérieurs. Dans les discours que je suis invité à faire, je souligne que la décision sur le fait et, dans le cas positif sur le déroulement et le résultat de négociations est entre les mains des gouvernements des deux côtés, que l'opinion de la Commission sera publiée, et que le fait est indéniable, et pour les Six un fait heureux et positif, que le marché commun est beaucoup plus que le "trade bloc" expression par laquelle beaucoup de gens le désignent.

J. Linthorst Homan.